MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ECONOMIQUES
# Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°38-2026-semaine du 26 octobre 2026

## En bref

- **Inde :** Redémarrage marqué de l'investissement privé selon un rapport Union Bank of India;
- **Pakistan :** La Banque centrale du Pakistan (SBP) a relevé son taux directeur de 50 points de base, à 12 %, afin de faire face à l'inflation ;
- **Bangladesh** : Un retard de 3,4 Mds USD de recettes fiscales au premier trimestre ;
- **Sri Lanka** : Le gouvernement autorise un nouvel accord de prêt de 60 M USD pour un programme hydraulique ;
- **Népal :** Le crédit repart au Népal, mais les banques restent gorgées de liquidités.

**À RETENIR**

**50 pb**

La hausse du taux directeur décidée par la Banque centrale du Pakistan.

# Inde

## Actualité macroéconomique

### Redémarrage marqué de l'investissement privé selon un rapport Union Bank of India

Selon un rapport de la banque Union Bank of India, l'encours des projets d'investissement privé annoncés en Inde a atteint 1 050 Mds USD en septembre 2026, en hausse de près de 40% en glissement annuel, soit près de 4,1 fois son niveau de mars 2014. Cette enveloppe a progressé de 488,2 Md USD au cours des deux dernières années, contre seulement 73,7 Md USD sur les huit années précédant mars 2022, témoignant d'une accélération marquée des projets annoncés (et non de leur réalisation effective).

Toutefois, cette hausse repose sur des projets de taille croissante plutôt que sur une augmentation proportionnelle de leur nombre. Celui-ci n'a progressé que de 50 % depuis mars 2014, pour atteindre 5 311 projets, tandis que leur taille moyenne a été multipliée par 2,7, à environ 198 M USD. Sur les deux dernières années, la valeur des projets annoncés a augmenté de 87 %, contre seulement 18 % pour leur nombre.

Sur le plan sectoriel, l'industrie manufacturière et l'électricité concentrent ensemble 74 % de l'enveloppe, avec respectivement 434,5 Mds USD et 338,8 Mds USD de projets annoncés. Les services affichent néanmoins la croissance la plus rapide, avec une progression de 347 % sur un an, portant les investissements annoncés à environ 230,5 Mds USD. Les services informatiques, notamment les infrastructures numériques, ainsi que la production conventionnelle d'électricité, ont représenté 87 % de l'augmentation nette annuelle de l'enveloppe.

À l'échelle géographique, le Maharashtra demeure la première destination des investissements privés annoncés, avec environ 301 Mds USD, soit 29 % du total, contre 9 % en 2014. Les cinq principaux États contributeurs que sont le Maharashtra, Andhra Pradesh, Telangana, Odisha et Uttar Pradesh représentent ensemble 68 % de l'enveloppe nationale et ont contribué à 94 % de son augmentation nette annuelle, soit environ 276 Mds USD selon les chiffres rapportés.

UBI Research souligne enfin plusieurs risques susceptibles de freiner la concrétisation de ces projets : la concentration sectorielle et géographique des investissements, l'augmentation de la taille moyenne des projets et les retards d'exécution. Le rapport relève notamment un décalage important entre les investissements annoncés dans la production d'électricité, évalués à environ 337 Mds USD, et ceux consacrés au transport d'électricité, qui ne représentent qu'environ 1,8 Md USD dans le portefeuille recensé. Cet écart pourrait compliquer davantage le raccordement des nouvelles capacités.

The Economic Times - UBI

### Publication de la Banque mondiale du rapport de développement économique de l'Inde

Selon l'India Development Update de la Banque mondiale daté d'octobre 2026, l'économie indienne fait preuve de résilience quant aux tensions géopolitiques aux Moyen-Orient, et au renchérissement du coût de l'énergie, notamment grâce à des fondamentaux macroéconomiques solides ainsi qu'une réponse publique jugée proactive. Dans ce contexte, la Banque mondiale a ainsi relevé sa prévision de croissance pour l'exercice en cours 2026-27 à 7,1% (contre 6,6% en avril). Cette révision intervient après une croissance de 7,8 % en FY26 et de 7,8 % de nouveau au premier trimestre FY27, supérieure aux attentes (7,0 %), portée par la consommation et l'investissement.

Les perspectives demeurent néanmoins exposées à plusieurs risques, en particulier une hausse durable des prix du pétrole, un épisode El Niño susceptible de pénaliser la production agricole et l'inflation, ainsi qu'une correction des marchés financiers susceptible de provoquer une volatilité des flux de capitaux. En effet, l'inflation remonte (4,8 % en août, contre 2,1 % en FY26), et les prix des grossistes, tirés par l'énergie, augmentent d'environ 10 %. Le rapport met également en exergue la dette publique, proche de 85 % du PIB, et le déficit des administrations publiques, à 7,4 %, témoignant de finances publiques sous pression des États. Dernièrement, le chômage des jeunes progresse à 15,9 %, surtout chez les jeunes femmes en milieu rurale.

Le rapport consacre également un volet spécifique à l'intelligence artificielle, prometteuse pour l'Inde en matière de levier potentiel de productivité, de création d'emplois qualifiés et aussi d'amélioration des services publics. L'Inde dispose d'atouts importants en la matière forte d'une main-d'œuvre technique nombreuse, un secteur informatique fortement intégré aux marchés mondiaux et des infrastructures publiques numériques telles qu'Aadhaar, UPI et DigiLocker. Selon les données du rapport, les investissements privés dans l'IA ont ainsi plus que triplé, passant de 1,2 Md USD en 2024 à 4,1 Mds USD en 2025. Parallèlement, les centres de services mondiaux (Global Capability Centers, GCC) employaient 2,36 millions de personnes en 2025, contre 1,9 million en 2024. Un constat marquant demeure : l'écart entre les capacités de l'Inde et son usage réel de l'IA. Toujours selon le rapport, le pays dispose de talents, d'un secteur informatique mondialisé et d'infrastructures publiques numériques réduisant drastiquement le coût de déploiement des applications, mais pourtant moins d'un quart des entreprises formelles utilisent l'IA, moins de 40 % des petits entreprises utilisent internet à des fins professionnelles, et la capacité mondiale de data centers stagne aux alentours de 1%.

India Development Update - October 2026

## Actualité sectorielle

### Le Cabinet approuve la phase III du Green Energy Corridor, avec un volet stockage de batteries

Le Cabinet de l'Union a approuvé le 30 septembre 2026 le Green Energy Corridor-III (GEC-III), doté d'un budget de 19,5 Mds USD, dont 14,3 Mds USD dédiés au renforcement du réseau de transport intra-étatique (InSTS) et 5,2 Mds USD pour le déploiement de 50 GWh de stockage par batteries (BESS), avec un soutien financier central (CFA). L'objectif est l'évacuation de 135 GW d'énergies renouvelables d'ici l'exercice 2030-33, ainsi que la résorption des goulets d'étranglement du réseau face à la croissance rapide des capacités renouvelables installées.

Cette troisième phase est marquée par un changement d'échelle, avec un budget environ neuf fois supérieur par rapport à la phase I.

## L'agence spatiale indienne (ISRO) s'apprête à lancer le satellite NVS-03 pour relancer le « GPS indien »

L'Inde vise à renforcer sa souveraineté spatiale ce vendredi 30 octobre avec le lancement prévu du satellite NVS-03 depuis le Satish Dhawan Space Centre en Andhra Pradesh. Embarqué à bord de la fusée GSLV-F18, ce satellite doit permettre de renouveler et consolider NavIC, le système national de positionnement par satellite.

Ce lancement survient dans un contexte critique pour la constellation indienne, qui a été fragilisé par l'usure de ses équipements, notamment la panne d'une horloge atomique et par l'échec d'une mission précédente début 2025. Le réseau indien ne compte plus que trois satellites opérationnels, un chiffre en deçà des quatre unités nécessaires au bon fonctionnement de la constellation NavIC.

New Delhi consolide ainsi une infrastructure essentielle pour sa sécurité nationale et son autonomie stratégique.

En savoir plus

# Pakistan

## Actualité macroéconomique

### La Banque centrale du Pakistan (SBP) a relevé son taux directeur de 50 points de base, à 12 %, afin de faire face à l'inflation

La décision, approuvée par neuf des dix membres du comité de politique monétaire, intervient alors que l'intensification du conflit au Moyen-Orient maintient les prix mondiaux de l'énergie à des niveaux élevés, tandis que des tensions sur l'approvisionnement domestique en blé persistent.

Ces chocs d'offre pourraient se diffuser aux autres composantes des prix en alimentant les anticipations des ménages et des entreprises et en générant des effets de second tour sur l'inflation sous-jacente.

Avec une hausse des prix à la consommation de 10,3 % en septembre, nettement supérieure à la cible de 5–7 %, la SBP entend donc maintenir un taux directeur réel suffisamment positif pour contenir ces effets.

Sur le front extérieur, le déficit courant devrait rester contenu entre 0 et 1 % du PIB en FY2027, tandis que les réserves de change, actuellement autour de 21 Mds USD, devraient progresser. Les transferts des travailleurs expatriés sont désormais projetés à 45 Mds USD, contre 44 Mds USD précédemment, tandis que les importations devraient atteindre près de 71 Mds USD. La croissance du PIB est estimée à 3,7 % en FY2027, dans une fourchette de 3,5-4,5 %, mais reste exposée aux tensions géopolitiques et aux chocs climatiques.

Central bank raises policy rate by 50 basis points to 12pc

## Actualité sectorielle

### La production d'électricité au Pakistan a progressé de 4,4 % en un an mais cette hausse s'est accompagnée d'une forte augmentation des coûts de production

La baisse de la disponibilité du gaz naturel liquéfié regazéifié (RLNG) a entraîné un recours accru au charbon importé, dont la production électrique a plus que doublé sur un an, tandis que le recours au diesel à haute vitesse (HSD) a atteint son plus haut niveau depuis février 2022.

Le charbon importé reste relativement compétitif, avec un coût de production d'environ 17,2 Rs/kWh, mais le HSD atteint près de 62 Rs/kWh, ce qui en fait de loin la source la plus coûteuse du mix.

La production d'électricité au RLNG a, elle, diminué de plus de moitié, à 800 millions de kWh (pour une production totale d'électricité de 12,76 Mds kWh), alors que son coût a presque doublé en un an (environ 40 Rs/kWh aujourd'hui), sous l'effet de l'accroissement des prix internationaux et d'une disponibilité limitée des cargaisons.

Au total, cette déformation du mix énergétique a entraîné une hausse de près de 44 % du coût des combustibles.

La progression du solaire résidentiel réduit parallèlement la consommation du réseau en journée, mais accroît les besoins de production thermique lorsque la production solaire diminue, notamment en soirée.

Ainsi, le principal enjeu est moins la progression de la demande que la capacité du système à la satisfaire avec un mix de production suffisamment peu coûteux.

Brecorder

# Bangladesh

## Actualité macroéconomique

### Recettes fiscales : un retard de 42 000 crore de takas (~ 3,4 Mds USD) au premier trimestre

L'administration fiscale bangladaise (National Board of Revenue, NBR) a collecté 92 517 crore de takas (environ 925 milliards de takas, soit ~ 7,5 Mds USD ; 1 crore = 10 millions) entre juillet et septembre 2026. Ce montant est inférieur de 41 879 crore (~ 3,4 Mds USD) à l'objectif fixé, de 134 396 crores (~ 10,9 Mds USD). Les recettes ne progressent que de 1,9 % en glissement annuel (90 825 crores, soit ~ 7,3 Mds USD, au premier trimestre de l'exercice précédent). L'administration impute ce résultat en partie à l'instauration de la déclaration trimestrielle de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), rétablie au rythme mensuel en octobre. Elle évoque également des faiblesses de gestion. Cette entame fragilise l'objectif annuel, supérieur à 600 000 crore (~ 48,5 Mds USD). Les économistes cités redoutent un recours accru à l'emprunt public, au détriment d'un crédit privé déjà contraint. Le Centre for Policy Dialogue (CPD), think tank bangladais, estime que l'écart annuel pourrait atteindre 130 000 crore (~ 10,5 Mds USD) dans un scénario optimiste et plaide pour une révision du budget.

The Daily Star

## Actualité sectorielle

### Relations Bangladesh-Japon : une visite officielle à Tokyo placée sous le signe de l'investissement

Le Premier ministre Tarique Rahman a effectué une visite officielle au Japon du 26 au 29 octobre, à l'invitation de la Première ministre Sanae Takaichi. Six accords ont été signés : quatre protocoles de coopération (relations économiques, climat des affaires, agriculture, pêche et élevage), une lettre d'intention sur le climat et un don de 2,12 milliards de yens (environ 13 M USD) pour du renforcement de capacité en matière de sécurité maritime. Tokyo a par ailleurs annoncé deux prêts : 15,88 Mds JPY (~ 100 M USD) pour l'amélioration de l'environnement d'investissement et 30,68 Md JPY (~ 195 M USD) pour la gouvernance locale (projet de développement des upazilas, sous-districts bangladais, phase 2). Devant l'Organisation japonaise du commerce extérieur (Japan External Trade Organization, JETRO), le Premier ministre a invité les entreprises japonaises à investir dans l'automobile, l'énergie, les technologies, le rail à grande vitesse et la logistique. Il a reconnu leurs attentes en matière d'énergie, d'infrastructures, de procédures douanières et de fiscalité.

The Daily Star

### Port de Chattogram : vers une gestion intégralement étrangère des terminaux à conteneurs ?

Le 28 septembre, le ministère de la Marine marchande a demandé à Invest Bangladesh (agence publique de promotion de l'investissement) d'engager la désignation de Red Sea Gateway Terminal International (opérateur saoudien) pour exploiter le Chittagong Container Terminal, dernier terminal géré par une entreprise bangladaise. Le contrat

de l'opérateur actuel, Saif Powertec (Bangladesh), expire en novembre. Le secrétaire du ministère indique qu'aucune décision n'est encore prise à ce stade. Les trois autres terminaux sont déjà confiés à des opérateurs étrangers : Patenga à Red Sea Gateway (Arabie saoudite, 2023), Laldia à APM Terminals (Danemark, 2025) et New Mooring à DP World (Émirats arabes unis, accord finalisé en octobre 2026). Le port de Chittagong assure environ 92 % des échanges extérieurs du pays, estimés à 115 milliards de dollars. Le dossier est politiquement sensible, car ces accords ont été conclus sous trois gouvernements successifs : celui de l'Awami League, le gouvernement intérimaire dirigé par Muhammad Yunus, puis l'actuel gouvernement du Bangladesh Nationalist Party (BNP). Une coalition de syndicats portuaires et de militants, le Chattogram Bandar Rokkha Committee, s'oppose à la cession des terminaux existants, qu'elle juge performants sous gestion locale, mais accepte les capitaux étrangers pour les projets nouveaux. Dans le même sens, l'économiste Anu Muhammad dénonce l'absence d'appel d'offres et de publication des contrats, et estime que le gouvernement actuel aurait dû réexaminer les accords hérités. Le monde économique est plus nuancé : un ancien dirigeant de l'Association des exportateurs de vêtements (Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association, BGMEA) demande d'attendre deux ans avant de décider. Les partisans de l'ouverture, parmi lesquels un ancien membre de l'autorité portuaire (Chittagong Port Authority), souhaitent surtout un appel d'offres concurrentiel plutôt qu'un accord direct entre États. Tous rappellent que l'opérateur ne lève pas à lui seul les contraintes du port (profondeur du chenal, liaisons avec l'arrière-pays).

The Daily Star

# Sri Lanka

## Actualité macroéconomique

### Examen de l'efficacité du dispositif de lutte contre les flux financiers illicites

Le Groupe Asie-Pacifique (APG) vient d'entamer le 26 octobre sa mission en vue de la troisième évaluation mutuelle du dispositif sri-lankais de lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive. Les évaluateurs s'intéresseront notamment aux produits du trafic de stupéfiants et aux circuits commerciaux illicites, à la surveillance des secteurs exposés, au financement du terrorisme et de la prolifération, à la récupération des avoirs criminels et à la transparence des sociétés et des fiducies. L'adoption du rapport définitif est envisagée à la plénière de l'APG de juillet 2027.

Bizfocus

## Actualité sectorielle

### Le gouvernement autorise un nouvel accord de prêt de 60 M USD pour un programme hydraulique

Le Conseil des ministres a approuvé, le 26 octobre 2026, la conclusion d'un accord de prêt de 60 MUSD avec le Fonds OPEP pour le développement international, destiné à la deuxième phase du programme d'amélioration de l'approvisionnement en eau et d'irrigation dans les régions sèches du pays de Mahaweli. Ce financement s'inscrit dans un programme estimé à 536,5 MUSD, auquel la Banque asiatique de développement avait accepté de contribuer à hauteur de 200 MUSD en décembre 2025. Les travaux prévus comprennent notamment l'achèvement de 7 km de tunnel, la construction d'environ 68 km de canaux et ouvrages connexes, ainsi que le développement de réseaux d'irrigation. Engagé en 2015, le programme a déjà bénéficié de 453 MUSD de prêts de la BAsD pour sa première phase. Il a subi des retards et des dépassements de coûts, aggravés par la pandémie et la crise économique.

Dpt of Government Information

# Nepal

## Actualité macroéconomique

### Le crédit repart au Népal, mais les banques restent gorgées de liquidités

Entre le 17 juillet et le 11 octobre, les banques et institutions financières népalaises ont accordé 133 Mds NPR de crédit supplémentaire (environ 0,87 Md EUR), soit plus de quatre fois les 30 Mds NPR de la même période l'an dernier. C'est le meilleur premier trimestre en cinq exercices, mais la base de comparaison est très basse, l'an dernier ayant été perturbé par les manifestations de la « Gen Z ». Les banquiers y voient moins une reprise générale que l'effet de la hausse des coûts d'importation, de la dépréciation de la roupie et de la demande saisonnière avant les fêtes (Dashain, Tihar, Chhath). Le financement du commerce tire la hausse, avec des lettres de crédit en progression d'environ 20 % en moyenne, tandis que la demande de crédit industriel reste atone. Les dépôts ont de leur côté progressé de 204 Mds NPR (environ 1,3 Md EUR), un record sur cinq ans, portés par les transferts des travailleurs émigrés. Le ratio crédit/dépôts n'atteint que 70,79 % (plafond réglementaire : 90 %), laissant environ 1 560 Mds NPR (environ 10,2 Mds EUR) de fonds prêtables inutilisés. La banque centrale table sur une accélération des prêts dans les prochains mois, après un objectif de croissance du crédit privé abaissé à 11 % cette année, contre une croissance réelle qui peine à dépasser 6 % depuis trois ans.

Kathmandu Post

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

| | Moody's | | Standard & Poor's | | Fitch | | Coface | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Note-pays** | **Perspective** | **Note** | **Perspective** | **Note** | **Perspective** | **Risque-pays** | **Climat des affaires** |
| **Inde** | Baa3 | Stable | BBB | Stable | BBB- | Stable | B | A4 |
| **Bangladesh** | B2 | Négative | B+ | Négative | B+ | Négative | D | C |
| **Pakistan** | B3 | Stable | B | Stable | B- | Stable | D | C |
| **Sri Lanka** | Caa1 | Stable | CCC+ | Stable | B- | Stable | D | B |
| **Népal** | - | - | - | - | BB- | Stable | C | B |
| **Maldives** | Caa2 | Stable | - | - | CCC- | - | D | C |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud